

Alors que le commerce mondial se recompose sous l'effet des tensions géopolitiques et de la rivalité sino-américaine, l'accord de libre-échange UE-Inde marque un tournant stratégique. Si l'Europe y voit un moyen de réduire sa dépendance à la Chine, l'Inde poursuit un objectif plus vital : créer des millions d'emplois industriels pour soutenir sa croissance.

Découvrez l'intégralité du débat avec Catherine Bros, professeure d'économie à l'Université de Tours (LEO), spécialiste de l'économie indienne.

Un nouvel équilibre commercial mondial : l'Inde s'impose comme partenaire incontournable

Longtemps éclipsée par le face-à-face entre les États-Unis, la Chine et l'Union européenne, l'Inde s'affirme désormais comme un acteur majeur de l'économie mondiale. Avec une croissance soutenue, une population de plus de 1,4 milliard d'habitants et un marché intérieur en pleine expansion, le pays représente un partenaire stratégique de premier plan pour l'Europe. Lors d'un débat organisé par La Fabrique de l'Exportation, l'économiste Catherine Bros a livré une analyse particulièrement éclairante de cet accord historique, loin des discours officiels et des slogans diplomatiques. La conclusion de cet accord de libre-échange illustre cette nouvelle

réalité géoéconomique et marque une étape clé dans la recomposition des échanges internationaux.

Deux partenaires, deux stratégies : diversification européenne contre ambitions industrielles indiennes

Si les deux partenaires ont trouvé un terrain d'entente, leurs motivations divergent profondément. Pour l'Union européenne, l'accord répond avant tout à un impératif de diversification des chaînes d'approvisionnement, afin de réduire la forte dépendance vis-à-vis de la Chine mise en évidence par la crise sanitaire et les tensions géopolitiques récentes.

Pour l'Inde, l'enjeu est tout autre : stimuler le développement de son industrie manufacturière, créer des millions d'emplois et sécuriser l'accès à son deuxième marché d'exportation après les États-Unis. L'accord constitue ainsi un véritable levier au service de la stratégie nationale Make in India.

L'emploi industriel, priorité absolue pour New Delhi

Malgré une croissance économique parmi les plus fortes du monde, l'Inde fait face à un paradoxe structurel. Son secteur des services représente près de la moitié de son PIB mais génère relativement peu d'emplois, tandis que l'agriculture continue d'occuper une grande partie de la population pour une faible création de richesse.

L'industrie manufacturière apparaît donc comme la clé du développement économique indien. Chaque année, plusieurs millions de jeunes arrivent sur le marché du travail, faisant de la création d'emplois l'une des priorités absolues du gouvernement. L'accord commercial avec l'Europe est perçu comme un moyen d'accélérer cette industrialisation, tout en attirant davantage d'investissements étrangers.

La Chine, catalyseur discret du rapprochement UE-Inde

Au-delà des tensions commerciales avec les États-Unis, les échanges du débat révèlent que la Chine constitue le véritable facteur structurant de ce rapprochement entre l'Europe et l'Inde.

Les deux économies restent fortement dépendantes des importations chinoises, notamment dans des secteurs stratégiques comme les composants industriels, les

principes actifs pharmaceutiques ou certaines matières premières. L'accord vise ainsi à favoriser une stratégie de diversification des approvisionnements plutôt qu'une véritable rupture avec Pékin, dans une logique de politique dite « China + 1 », qui encourage les entreprises internationales à compléter leur présence en Chine par des capacités de production en Inde.

Automobile, aéronautique, vins : les secteurs européens gagnants

L'accord ouvre des perspectives particulièrement favorables pour plusieurs secteurs européens. Les baisses importantes des droits de douane devraient bénéficier notamment à l'automobile, l'aéronautique, les équipements industriels, les dispositifs médicaux, ainsi qu'aux vins et spiritueux — des secteurs où les barrières tarifaires indiennes figuraient parmi les plus élevées au monde.

En retour, l'Union européenne facilitera davantage l'accès à certains produits indiens, notamment dans les secteurs du textile, du cuir et des médicaments génériques.

Climat et propriété intellectuelle : les points de friction de la négociation

Plusieurs sujets sensibles ont néanmoins nécessité d'importants compromis. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) a suscité des débats nourris : l'Inde y voyait initialement une forme de protectionnisme, tandis que l'Union européenne défend un dispositif visant à garantir une concurrence équitable entre productions européennes et importées.

Les discussions ont également porté sur la propriété intellectuelle, notamment dans le secteur pharmaceutique. L'Inde a défendu son modèle favorisant la production de médicaments génériques, ce qui a conduit à des ajustements sur la protection des brevets.

Numérique et innovation : l'autre visage de la puissance indienne

Le débat souligne également les progrès remarquables réalisés par l'Inde dans le domaine du numérique. Le développement du système d'identité numérique Aadhaar, des paiements électroniques UPI et de la digitalisation des services publics illustre la capacité du pays à moderniser rapidement son économie.

Cette transformation constitue un atout majeur pour améliorer l'efficacité administrative, favoriser l'inclusion financière et soutenir le développement économique, tout en soulevant des interrogations sur la gouvernance et la protection des données personnelles.

Un partenariat stratégique pensé pour durer

Les intervenants s'accordent à considérer que cet accord dépasse largement la conjoncture politique actuelle. Il ne s'agit pas d'une simple réponse aux tensions commerciales américaines, mais bien d'une décision stratégique appelée à restructurer durablement les relations économiques entre l'Union européenne et l'Inde.

Dans un contexte marqué par le ralentissement de la mondialisation, la montée des politiques industrielles et la recherche de nouvelles chaînes de valeur, l'Inde apparaît comme un partenaire incontournable pour les entreprises européennes. De son côté, l'Union européenne offre à l'économie indienne un accès privilégié à l'un des marchés les plus importants et les plus solvables du monde.

Cette convergence d'intérêts fait de l'accord UE-Inde un levier majeur pour renforcer les échanges commerciaux, accompagner la diversification des économies et contribuer à l'émergence d'un nouvel équilibre du commerce international.